Le Défap en Guyane : l’installation du pasteur Côme Contazi

Du 2 au 8 mars 2026, une mission de terrain a conduit Vincent Nême-Peyron, secrétaire général du Défap, et Jean-Luc Blanc, président de la Communauté d’Églises Protestantes Francophones (CEPF) en Guyane pour accompagner l’installation du pasteur Côme Contazi. Un moment important pour une Église locale marquée par plusieurs années sans pasteur.

À Rémire-Montjoly, dans la banlieue de Cayenne, l’Église protestante de Guyane (EPG) retrouve un visage pastoral. Après une période prolongée sans ministre, la communauté a accueilli en janvier 2026 le pasteur Côme Contazi, originaire du Burundi et précédemment engagé au sein de l’Église Évangélique au Maroc.

Sa prise de fonction, prévue pour un an renouvelable, a donné lieu à une mission de terrain avec pour objectif d’accompagner cette nouvelle étape et mesurer les dynamiques à l’œuvre dans une Église locale.

Un Pasteur au cœur d’une communauté en attente

L’Église protestante de Guyane se caractérise par sa grande diversité. Composée majoritairement de fidèles d’origines africaine, antillaise et malgache, elle rassemble une trentaine de personnes lors du culte dominical, célébré dans l’église Sainte-Anne.

Au-delà de sa taille modeste, la communauté se distingue par la qualité de ses relations extérieures. Elle entretient des liens étroits avec d’autres Églises chrétiennes, évangéliques

et catholiques, mais aussi avec la petite communauté musulmane, les aumôneries hospitalière et militaire, ainsi que les autorités civiles. Un ancrage local qui témoigne d'un sens du dialogue.

Sur place, les premiers retours sont encourageants. Le pasteur Côme Contazi apparaît attentif et déjà bien engagé dans la vie de la communauté, dont il connaît plusieurs membres.

Le Conseil presbytéral ne cache pas sa satisfaction : après plusieurs années sans pasteur, la présence d'un ministre est vécue comme un véritable renouveau. Les échanges menés durant la mission ont permis d'aborder en profondeur les enjeux du ministère pastoral et les perspectives de développement de la vie communautaire.

Un dialogue œcuménique encouragé

Parmi les temps forts de la mission figure une rencontre avec l'évêque de Guyane. Accueillant et ouvert, celui-ci a exprimé son attachement au dialogue entre confessions chrétiennes.

Il voit dans la présence d'un pasteur protestant un point d'appui pour renforcer les relations œcuméniques, et se montre favorable à des initiatives communes, comme la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens. Dans un paysage religieux complexe, marqué par la diversité des Églises évangéliques, il attend aussi de la communauté protestante un rôle de repère et de médiation.

Une installation festive

Le point culminant de la mission a eu lieu le dimanche 8 mars, avec le culte d'installation du pasteur Côme Contazi à l'église Sainte-Anne. L'événement a rassemblé une soixantaine de personnes, bien au-delà de l'assistance habituelle. Représentants de la société civile, responsables religieux de

différentes confessions – évangéliques, catholiques, musulmans – ainsi que des acteurs institutionnels étaient présents, témoignant de l'importance de ce moment. Retransmis par une radio locale et couvert par la presse, le culte s'est déroulé dans une atmosphère à la fois solennelle et joyeuse. La prédication a été assurée par Vincent Nême-Peyron, tandis que la liturgie d'installation était coprésidée avec Jean-Luc Blanc. La présence de Christian Seytre, acteur clé de la venue du pasteur, a également marqué cette célébration. Au-delà de la cérémonie, c'est un véritable élan qui semble se dessiner. À l'issue du culte, un repas convivial a permis de prolonger les échanges, dans une ambiance chaleureuse.

Le Défap en Martinique et en Guadeloupe : le défi d'un ministère partagé

Du 12 au 23 février 2026, Vincent Nême-Peyron, secrétaire général au Défap, et Jean-Pierre Anzala, responsable de l'échange théologique, ont réalisé une mission terrain en Martinique et en Guadeloupe avec un objectif précis : assurer le suivi du ministère du pasteur Pierre Thiam. Originaire du Sénégal, ce dernier occupe une position particulière puisqu'il partage son engagement entre deux Églises protestantes réformées, chacune avec ses réalités propres : celle de Martinique (EPRM) et celle de Guadeloupe (EPRG).

Cette mission avait pour but d'évaluer son intégration et de recueillir les impressions des responsables locaux.Dans les Églises protestantes réformées des Antilles, la réalité pastorale évolue. Moins de pasteurs, des communautés

dispersées, et des attentes renouvelées : autant de défis qui appellent des organisations inédites. C’est dans ce contexte que s’inscrit le ministère du pasteur Pierre Thiam. Malgré cela, les responsables locaux ont salué son sens de l’écoute, sa capacité d’adaptation et son tempérament calme et bienveillant. Ils ont également souligné la qualité de son engagement et sa capacité à s’inscrire dans des contextes variés.

Au-delà du cas individuel, cette mission met en lumière une tendance plus large : celle de ministères partagés, appelés à se multiplier face aux contraintes démographiques et organisationnelles des Églises. Maintenir un lien fort avec deux communautés, sur deux îles, exige du temps, de l’énergie et une coordination fine.

Une mosaïque d’engagements pour une même mission, le mot du secrétaire général

Le samedi 28 mars s’est tenue l’assemblée générale du Défap. La chapelle du Défap a accueilli plus de 60 personnes, bénévoles, anciens volontaires, membres d’Églises et d’organismes partenaires, venues assister à la rétrospective de l’année 2025.

Au programme : un culte animé par Cyrille Payot, pasteur de l’EPUdF, un bilan des activités présenté par l’équipe du Défap, plusieurs interventions autour du thème « Comment vivre l’Évangile dans un contexte de souffrance et de violence ? », ainsi qu’un temps d’échange.

Introduction générale

Chers amis, J'ai la responsabilité de présenter ce rapport 2025 du Secrétaire Général alors que je n'ai exercé cette responsabilité que pendant un trimestre. Beaucoup de projets, d'initiatives, de déplacements ont été portés et vécus par d'autres que moi. En 2025, lors de son rapport, le pasteur Basile Zouma évoquait le passage du témoin lors d'un relais, témoin qu'il s'agit de transmettre sans le laisser choir ou ralentir sa course. Durant cette année, il y a eu deux passages de relais : en juillet 2025, Basile Zouma a remis le bâton à l'équipe des Secrétaires exécutifs qui ont assuré collégialement la coordination de cette maison. Puis, à partir du 15 septembre, ceux-ci m'ont transmis à leur tour le relais et j'ai poursuivi la course, avec l'équipe et le Conseil, à commencer par son président. Je suis donc heureusement tributaire des membres de l'équipe et de mon prédécesseur, qui, en bon français, a assuré, pendant plusieurs mois, un « back office » régulier. »

Ce rapport sera donc largement un rapport d'étonnement. En débutant, j'ai dû accomplir des tâches que je ne maîtrisais pas, comme les évaluations annuelles du personnel. Immédiatement, j'ai pu compter sur l'accompagnement bienveillant de l'équipe du Defap et je tiens à les en remercier. Cette équipe m'a impressionné par son implication, sa cohésion, sa capacité à échanger et rechercher le consensus. En 2025, l'équipe a évolué, avec le départ de Fanastina, assistante de Caroline et l'arrivée de Nomena comme VSI réciprocité à temps partiel, de Chloé à la Communication et d'Anne-Sophie au service envoi et réciprocité. Pour cette dernière, ce n'était qu'un retour aux sources !Cette évolution se poursuit en 2026 avec le départ de Maelle, chargée de mission pour les projets et la recherche de fonds et la préparation de la succession, douloureusement inévitable, de Claire-Lise Lombard, après quelques semaines de bons et loyaux services (1452 exactement, soit 27 ans et 11 mois).

La diversité des partenaires du Défap

Ce rapport d'étonnement concerne également la diversité des partenaires, des lieux d'engagement et des modalités d'action : échanges de personnes ; dialogue et élaboration théologique ; participation à des projets écologiques ou éducatifs ; bibliothèque et archives au service des étudiants, chercheurs ou journalistes; envoi et accompagnement des pasteurs dans les DROM ou Djibouti ; « dialogue triangulaire » avec des Eglises du Sud et des communautés en France ; implication dans la formation des futurs ministres de l'EPUdF et de celle des ministres venant d'autres Eglises et envoyés à l'UEPAL, l'EPUB et l'EPUdF ; cultes autour de la mission, l'interculturalité ou l'Eglise universelle ; rencontre avec des responsables d'Eglises étrangères avec qui nous nouons des partenariats ou des recteurs d'Université etc. Cette incroyable diversité peut, bien sûr, faire courir au Defap le risque de la dispersion et rendre son action peu lisible. Elle est au contraire une richesse, dès lors qu'elle concourt à la mission de l'Eglise : vivre et annoncer l'Evangile.

3ème élément de ce rapport d'étonnement : la diversité des partenaires Bien sûr, les premiers partenaires du Defap sont l'EPUdF et l'UEPAL. Ils sont même bien davantage que cela et c'est l'occasion de redire que le Defap n'est pas une association d'origine protestante satellisée à distance des Eglises ; elle est au service de leur mission. C'est pourquoi ses orientations sont fixées par les Eglises. C'est pourquoi une large majorité de son financement vient d'elles. C'est pourquoi la grande majorité des membres du Conseil sont nommées par les Eglises et son Secrétaire Général ou son président proposés par elles. C'est pourquoi le Defap est présent au synode national et aux neuf synodes régionaux de l'EPUdF, et à la commission mission de l'UEPAL. Avec Ulrich, avec Sibylle, nous échangeons des informations, mutualisons nos ressources. En 2025, le Defap a également participé au grand kiff et à l'animation de nombreuses soirées, cultes en

paroisse, rassemblements consistoriaux. Il est également impliqué dans la formation initiale et continue des pasteurs. En 2025, les équipes du DEFAP ont participé à une session de formation des étudiants en MES et Jean-Pierre Anzala a participé activement à la session CPLR au Sénégal avant le « match retour » prévu en juin, au Defap. Des pasteurs, des Conseils presbytéraux et Consistoires ont également demandé au Defap de les aider à vivre plus heureusement l'interculturalité dans leur vie ecclésiale. A ce sujet, nous suivons de près le travail de Rodolphe Gozegba en Région parisienne qui ouvre des pistes très prometteuses. Clairement, de plus en plus de demandes adressées par les Eglises locales au Defap concernent cette dimension du vécu interculturel ou plutôt le passage d'une multiculturalité plus ou moins subie à un vrai partage interculturel. Le Defap participe également à la réflexion théologique, dans nos Eglises, fécondée par des apports d'ici et d'ailleurs ; je pense notamment aux jeudis du Defap ou à la préparation du forum d'octobre sur l'interculturalité.

Avec la CEVAA, une coopération étroite existe depuis nos origines communes depuis 1971. Le désir d'une plus grande efficacité d'action, la nécessité de nous adapter pour faire face aux contraintes financières et, pour la CEVAA, immobilières, tout cela nous a conduits, nos Conseils à étudier les mutualisations possibles, de l'accueil des archives de la CEVAA au Defap à la mise à disposition régulière de locaux de cette maison à la SG et au président de la CEVAA. J'aimerais citer un exemple de collaboration réussie : la théologienne béninoise Fifamé Gandounou a été invitée par des Eglises Suisses romandes. Une collaboration étroite a permis de faire bénéficier son séjour à l'IPT, au service des RI de l'EPUdF, au Defap, à la CEVAA, à l'UEPAL. Avec la CEPF, la coopération est tout aussi naturelle et même si Jean-Luc Blanc et moi débutions, j'ai pu m'appuyer sur l'expérience de ce dernier, légèrement supérieure à la mienne. En lien régulier, nous visitons ou nous nous répartissons les visites

d’Eglises et les accompagnements de pasteurs dont nos instances sont responsables : La Réunion, les Antilles, la Guyane, Djibouti etc. Avec la CEPF, le Défap donne aux Eglises locales les moyens d’une présence luthéro-réformée dans des lieux souvent isolés, en grande proximité théologique mais qui ne peuvent vivre en synodalité avec les autres paroisses de l’EPUdF.

La coopération s’ouvre, bien entendu, à de nombreuses Eglises et lieux de formation théologiques, de par le monde. Jean-Pierre, Caroline et Anne-Sophie en donneront quelques exemples. J’aimerais juste insister sur l’importance du dialogue triangulaire. Le Defap est interpelé par des responsables d’Eglises comme l’Eglise évangélique du Congo pour mieux accompagner et structurer leurs communautés en France. Réciproquement, des communautés en France nous demandent de les aider à restaurer des relations de confiance avec leur Eglise « mère ».

Enfin, et là encore, Caroline et Anne-Sophie en parleront, le Défap coopère étroitement avec les associations portées, appartenant le plus souvent à la galaxie évangélique et nous ouvre ainsi sur une autre sensibilité théologique, avec une compréhension différente de la mission.

Une structure en mutation

4ème axe de ce rapport d’étonnement : je dirais, pour forcer le trait, que le Defap est une structure en cours de refondation, émanant d’Eglises qui se réforment, avec des instances sœurs comme la CEVVA et le DM contraintes de se réorganiser, le tout au sein d’une société française et d’un monde qui ne brillent pas par leur stabilité. Je ne vais pas trop insister sur l’état de notre monde mais rappeler néanmoins que le Defap est évidemment en communion avec les populations qui souffrent. Par ses envoyés et partenaires, par les chercheurs qu’elle reçoit, par des structures sœurs comme l’ACO, elle est informée de drames bien connus et d’autres qui

le moins, comme celui des « enfants serpents » dont Benoit Amina nous parlera tout à l'heure. La situation internationale a également un impact concret sur le travail du DEFAP : des visas de plus en plus difficiles à obtenir, des envoyés à exfiltrer en urgence, des déplacements rendus impossibles par la situation sécuritaire, je pense notamment à Haïti ou au Sud Kivu. La situation française préoccupe également le DEFAP. Bien sûr, il y a la perspective d'une arrivée au pouvoir de partis hostiles aux échanges internationaux. Il a aussi, dès à présent, une incertitude budgétaire qui pèse sur les financements des SC et VSI alors que des objectifs ambitieux avaient été énoncés à l'automne par notre président de la République. Il y a enfin, pour le Defap, l'attente d'orientations formulées par nos deux Eglises, l'UEPAL et l'EPUdF. A ce sujet, je tiens à remercier les deux directions d'Eglise d'associer pleinement le Defap à cette réflexion. L'incertitude atteint également nos partenaires privilégiés à commencer par la CEVAA qui subit simultanément une baisse de ses ressources financières et l'obligation de déménager ses locaux pendant une bonne année scolaire.

Ces incertitudes imbriquées sont bien sûr inconfortables car elles rendent toute projection plus difficile. Elles sont aussi une chance car elles nous rappellent que notre assurance n'est pas en nous mais en Christ. Par ailleurs, puisque toutes nos instances sont actuellement fragiles, aucune ne peut dire à l'autre « je sais ce qu'il te faut ; laisse-toi diriger par moi ».Nous sommes joyeusement condamnés à avancer ensemble et je me réjouis de la collaboration confiante nouée avec notamment la CEVAA et la CEPF.

La maison des missions

Dernier volet de ce rapport : cette maison, le « 102 », visage tangible de l'Eglise universelle, accueillant des personnes qui, dans un même bâtiment, dorment, mangent, prient, travaillent, se forment, échangent des nouvelles et des

projets de France, de Madagascar, du Sud Kivu, de Bethléem…« Quelle belle Maison pour rencontrer des visages de l'Eglise universelle » écrivait sur le livre d'or l'un des rapporteurs nationaux de l'EPUdF.

« Le 102 » est ainsi, presque à son insu, une communauté de vie, aux limites heureusement floues mais dont le centre est bien identifié : le Christ et son appel à vivre et à témoigner, sans s'arrêter aux frontières, quelles qu'elles soient. Je vous remercie

Vincent Nême-Peyron

La mission du Défap dans un monde en mutation, le mot du président

Le samedi 28 mars s'est tenue l'assemblée générale du Défap. La chapelle du Défap a accueilli plus de 60 personnes, bénévoles, anciens volontaires, membres d'Églises et d'organismes partenaires, venues assister à la rétrospective de l'année 2025.

Au programme : un culte animé par Cyrille Payot, pasteur de l'EPUdF, un bilan des activités présenté par l'équipe du Défap, plusieurs interventions autour du thème « Comment vivre l'Évangile dans un contexte de souffrance et de violence ? », ainsi qu'un temps d'échange.

« À voir le foisonnement d'activités mentionnées dans ce rapport, il apparait nécessaire qu'une association internationale comme le Défap dispose d'une stratégie pour

l’aider à préciser ses orientations. Les engagements sont nombreux car le Défap est inséré dans une grand nombre de relations tissées depuis plus de 50 ans. Le plan stratégique pluriannuel Convictions et Actions 2021-2025 souhaité par les Églises membres a été prorogé jusqu’en 2027. Il décline les actions du Défap d’après trois axes : Développer les liens avec les partenaires, S’engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine, et enfin Vivre l’interculturalité.

Prendre un peu de recul par rapport à l’actualité conduit à faire deux constats. Tout d’abord la vitalité de l’équipe du Défap, des volontaires et des bénévoles, demeure malgré les incertitudes budgétaires, de visas, etc. Les envoyés là-bas et ici, jeunes et moins jeunes sont enrichis par les échanges de personnes. Le soutien à des projets « holistiques » contribue à plus de justice et de respect des personnes. La création en France de communautés issues d’Églises partenaires du Défap oblige à imaginer de nouveaux modes de relation entre toutes ces Églises.

Le second constat concerne le contexte dans lequel le Défap déploie ses partenariats. Bien des États et des gouvernements manifestent moins d’intérêt pour les valeurs de solidarité et d’humanisme. Ces valeurs sont-elles encore universelles ? Curieusement et de façon concomitante, l’intérêt de bien des fidèles des Églises membres pour les actions du Défap décroche par rapport aux décennies passées.

Ce double constat est paradoxal. Il existe des demandes de liens et de solidarité et en même temps elles ne sont pas mises en avant ! Pour le Défap et les Églises membres, cela encourage à rapprocher constamment les actions du Défap du terrain ecclésial. Cela veut dire aussi que ce témoignage rendu au nom du Christ continuera de se faire en décalage par rapport à un esprit de résignation diffus, voire aussi en résistance à des idéologies basées sur le rejet et l’exclusion de l’autre.

Par vocation, l'Église est envoyée par le Christ. Les Eglises membres ont créé l'outil Défap comme l'un des lieux d'incarnation de l'Église universelle. Je crois toujours à une refondation du Défap basée sur l'écoute de la Parole de Dieu et au service d'Églises envoyées dans ce monde incertain. »

Joël DAUTHEVILLE, Président du Défap

Télécharger le rapport d'acitivité

Une journée interculturelle avec les étudiants de l'IPT au Défap

Le jeudi 19 mars, douze étudiants en master « Église et société » à l'Institut Protestant de Théologie (IPT) de Paris ont participé à une journée consacrée à l'interculturalité. À cette occasion, le Défap leur a ouvert ses portes pour une matinée d'échanges et de découverte, incluant notamment une animation thématique et une visite de la bibliothèque.

Accueillis dans les locaux du Défap, au 102 boulevard Arago (Paris 14e), les étudiants ont été reçus par le secrétaire général, Vincent Nême-Peyron. Celui-ci leur a présenté les différentes missions de l'organisation, en mettant particulièrement l'accent sur son engagement en faveur de l'interculturalité.

Dans ce cadre, Jean-Pierre Anzala, responsable de l'échange théologique au Défap, est intervenu sur l'influence des contextes culturels dans la réflexion théologique. S'appuyant sur son expérience pastorale dans des contextes variés – à

Brest, aux Antilles et à Noisy-le-Grand –, il a souligné combien les réalités locales façonnent la manière de penser et de vivre la foi. Il a encouragé les étudiants à accueillir la diversité comme une richesse :« Demain, dans vos ministères, vous serez confrontés à des contextes qui bousculeront vos certitudes. Mon message pour vous est simple : n'ayez pas peur de votre identité, et n'ayez pas peur de celle de l'autre. C'est dans ce "frottement" culturel, parfois inconfortable mais toujours fertile, que la Parole de Dieu se fait chair à nouveau. »

Les étudiants ont ensuite découvert la bibliothèque et les archives dédiées à l'interculturalité, guidés par Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque et des archives, et Blanche Jeanne, documentaliste. Ce centre de ressources, riche en revues, photographies et cartes, retrace l'histoire des missions protestantes et offre des clés de compréhension précieuses pour penser les enjeux contemporains du vivre-ensemble.

L'après-midi a été consacré à une réflexion plus pratique, autour de l'enquête de terrain et de l'accompagnement du changement en contexte interculturel, animée par Rodolphe Gozegba. L'objectif partagé est clair : encourager une Église qui soit non seulement ouverte, mais exemplaire dans sa capacité à accueillir et valoriser la diversité.

La journée s'est conclue par le témoignage de Corinne Nême-Peyron, pasteure de l'EPUDF à Charenton, qui a partagé son expérience du ministère pastoral dans un environnement marqué par la pluralité des origines et des cultures.

Cette journée a offert aux étudiants une immersion concrète dans les enjeux de l'interculturalité, à la croisée de la réflexion théologique et de l'expérience de terrain. En conjuguant apports théoriques, témoignages et découverte de ressources historiques, elle les a invités à envisager leur futur ministère comme un espace de rencontre, d'écoute et de

transformation. Plus qu'un défi, l'interculturalité apparaît ainsi comme une opportunité féconde pour renouveler la vie de l'Église et témoigner d'une foi incarnée dans la diversité du monde contemporain.

Les Jeudis du Défap : L'héritage missionnaire aujourd'hui – Le replay

Le jeudi 12 mars 2026, les Jeudis du Défap ont proposé une réflexion autour du thème « « l'héritage missionnaire aujourd'hui, le cas de la Mission Presbytérienne Américaine au Cameroun » . Cette conférence a été donnée par Nick Gaël Daniel SANDJALI NDJIKAM, Pasteur de l'Église Presbytérienne Camerounaise, Enseignant d'hébreu biblique et d'Ancien Testament, Doctorant en théologie. ous pouvez (re)voir la conférence ci-dessous.

Quel héritage les missions chrétiennes ont-elles réellement laissé en Afrique, et comment cet héritage est-il géré aujourd'hui par les Églises locales ? C'est à cette question que s'est attaqué le pasteur et doctorant en théologie Nick Sandjali lors d'une conférence consacrée à l'héritage missionnaire de la mission presbytérienne américaine au Cameroun.

Une mission qui s'enracine au XIXe siècle

L'histoire de la mission presbytérienne américaine au Cameroun remonte au milieu du XIXe siècle. Les premiers missionnaires

quittent la ville de Norfolk, en Virginie, en 1852, dans un contexte marqué par le retour d'esclaves affranchis vers l'Afrique. Leur premier terrain d'action est le Libéria, avant que la mission ne se déplace vers le Gabon.

C'est à partir de l'île de Corisco que les missionnaires vont progressivement étendre leur action vers le Cameroun. Dans les années 1850, les missionnaires George Simpson et Mackay y installent une base missionnaire. Quelques années plus tard, Cornelius et William Clements prennent la direction des côtes camerounaises et débarquent à Batanga, près de l'actuelle ville de Kribi.

L'accueil des populations locales est favorable. Très rapidement, les missionnaires mettent l'accent sur la formation des jeunes. Garçons et filles sont envoyés à l'école afin de recevoir une éducation chrétienne. Cette stratégie vise à former une élite locale capable de prendre le relais de l'évangélisation.

Cette démarche porte rapidement ses fruits. À la fin du XIX^{e} siècle, une première communauté chrétienne est organisée à Batanga. Des responsables autochtones sont formés et certains accèdent même au ministère pastoral. Parmi eux figure Eduma Mousambani, considéré comme l'un des premiers pasteurs camerounais.

Batanga devient ainsi la première grande station missionnaire de la mission presbytérienne américaine au Cameroun et un point de départ pour l'évangélisation vers l'intérieur du pays.

Une œuvre missionnaire à la fois religieuse et sociale

Si l'évangélisation constitue l'objectif principal des missionnaires, leur action ne se limite pas au domaine

religieux. Selon Nick Sandjali, la mission presbytérienne américaine développe au Cameroun une approche « holistique », c'est-à-dire une vision qui prend en compte l'ensemble des dimensions de la vie humaine.

Cette approche se traduit par la création de nombreuses infrastructures sociales. Dans différentes régions du pays, notamment dans le sud, l'est et la région de Bafia, les missionnaires fondent des stations missionnaires comprenant généralement un temple, une école et parfois un centre de santé.

Au fil des décennies, ces stations donnent naissance à un vaste réseau d'institutions : écoles primaires et secondaires, centres de formation, imprimeries, hôpitaux et léproseries. Ces établissements jouent un rôle majeur dans la formation des élites camerounaises.

Certaines institutions deviennent particulièrement emblématiques. L'école normale de Foulassi, par exemple, restera dans l'histoire comme le lieu où fut composé l'hymne national du Cameroun. Les structures missionnaires participent ainsi non seulement à la diffusion du christianisme, mais aussi à la transformation sociale et culturelle du pays.

L'influence des missions dépasse même parfois le cadre religieux. En favorisant l'éducation et l'éveil des consciences, les missionnaires contribuent indirectement à la formation de figures importantes du mouvement nationaliste camerounais.

Pour Sandjali, cet héritage dépasse donc largement les bâtiments et les institutions. Il inclut également des valeurs, une vision de l'éducation et une certaine conception du rôle de l'Église dans la société.

Un héritage en expansion mais fragilisé

L’année 1957 marque un tournant dans l’histoire de cette mission. Le 11 décembre, l’Église presbytérienne camerounaise est officiellement créée et prend progressivement en charge l’ensemble des œuvres laissées par les missionnaires américains.

Au moment de son autonomie, l’Église hérite d’un patrimoine important : plusieurs synodes, des stations missionnaires, des écoles, des centres de santé et une trentaine de pasteurs formés par la mission.

Depuis lors, l’institution a connu une croissance remarquable. Aujourd’hui, l’Église presbytérienne camerounaise compte près de mille pasteurs, plusieurs centaines de paroisses et plus d’un millier de lieux de culte. Elle dispose également d’établissements scolaires et de deux institutions d’enseignement supérieur, notamment dans le domaine de la théologie.

À première vue, cet héritage semble donc avoir été non seulement conservé, mais aussi multiplié.

Pourtant, selon Nick Sandjali, cette expansion quantitative masque une réalité plus contrastée. Si les temples et les paroisses continuent de se multiplier, les œuvres sociales héritées de la mission – écoles et hôpitaux notamment – connaissent souvent des difficultés importantes.

Certaines institutions se trouvent aujourd’hui dans un état de dégradation avancé, tandis que d’autres ont dû fermer leurs portes. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : tensions internes au sein de l’Église, problèmes d’organisation, manque de ressources ou encore nominations de responsables sans les compétences nécessaires.

Le conférencier souligne également un autre problème : la tendance à reproduire les structures héritées des missionnaires sans les adapter aux réalités actuelles. Dans un contexte où les écoles privées et les centres de santé se multiplient, les institutions ecclésiales doivent repenser leur rôle et leur offre de services.

Selon Sandjali, l'héritage missionnaire a ainsi subi une transformation progressive. À l'origine fondé sur une vision globale de la mission, il tend aujourd'hui à se concentrer davantage sur l'expansion religieuse. L'Église est devenue plus « confessante » qu'« holistique », alors que la mission initiale cherchait à articuler foi, éducation et action sociale.

Courrier de mission : Regard d'un accompagnateur œcuménique en Cisjordanie

Invité de l'émission Courrier de mission produite par le Défap, Cyrille Payot, pasteur de l'Église Protestante Unie de France, a partagé son expérience comme accompagnateur œcuménique en Cisjordanie d'août à novembre 2025, dans le cadre du programme EAPPI (Ecumenical Accompaniment Programme in Palestine and Israel).

Lancé en 2002 à la demande des Églises de Jérusalem, ce programme international vise à assurer une présence protectrice et à documenter les atteintes aux droits humains dans les territoires palestiniens occupés. Plus de 2 000 volontaires s'y sont déjà engagés pour des missions de trois mois.

Pour Cyrille Payot, cet engagement s’inscrit dans un parcours déjà marqué par l’international et l’interculturel. Mais c’est un appel entendu lors d’un synode qui a déclenché la décision : répondre concrètement à une demande d’Églises locales, en assumant une présence sur le terrain.

ÉCOUTER L’ÉPISODE

Avant leur départ, les volontaires de l’EAPPI suivent une formation approfondie portant sur le contexte politique, les règles de sécurité et la méthodologie de rédaction des rapports. Ils partent toutefois dans un environnement instable, avec l’incertitude même de pouvoir entrer sur le territoire, les ONG faisant face à des restrictions croissantes. Depuis le 7 octobre 2023, la situation en Cisjordanie s’est nettement durcie, avec une intensification des opérations militaires, des arrestations et des pressions sur les civils.

Sur place, la mission repose sur l’observation et la documentation. Les équipes rencontrent quotidiennement familles, étudiants et acteurs locaux, puis rédigent des rapports transmis aux réseaux internationaux. En trois mois, 844 incidents ont ainsi été signalés. Si leur présence se veut non violente et attentive, elle est aujourd’hui plus discrète qu’auparavant et son effet dissuasif demeure limité. Certaines actions concrètes ont néanmoins permis d’apporter un soutien ponctuel, notamment à des familles déplacées ou à des étudiants confrontés à des violences.

Au-delà des situations individuelles, Cyrille Payot souligne les conséquences profondes du contexte : restrictions de circulation, pertes d’emplois, accès limité à l’eau, démolitions et arrestations administratives, générant insécurité et traumatismes durables. De retour en France, la mission se prolonge par le témoignage, adressé aux Églises, à la société civile et aux responsables politiques. Il appelle à tenir ensemble justice et paix, convaincu qu’aucune solution

durable ne peut émerger sans conjuguer exigence de vérité, responsabilité éthique et refus de la violence.

ÉCOUTER L’ÉPISODE

Cinq projets solidaires à soutenir en 2026

Chaque année, le Défap soutient des projets divers à l’international, permettant de répondre aux besoins locaux des communautés des Églises sœurs. Cinq projets s’inscrivent dans le cadre des engagements du Défap : renforcer les liens avec les partenaires et lutter pour la justice climatique et le respect de la dignité humaine. Les dons financent des actions de terrain portées par des acteurs locaux fiables.

Burkina Faso – Gestion durable des sols

Au Burkina Faso, le secteur agricole demeure la principale activité de la majorité de la population. Toutefois, l’agriculture fait face à de nombreuses difficultés.

On observe d’abord des problèmes environnementaux, notamment la dégradation progressive des terres agricoles, qui deviennent de moins en moins fertiles. À cela s’ajoutent des problèmes sociaux, en particulier pour les femmes, qui sont fortement désavantagées : elles ont un accès limité au crédit, à la formation et à l’information, et disposent rarement des moyens de production nécessaires.

Par ailleurs, l’accaparement des terres par de grandes

entreprises ainsi que le manque d’intrants agricoles compliquent davantage la situation des exploitants.

L’objectif du projet est donc d’équiper des coopératives en matériel adapté afin de réaliser des cordons pierreux, une technique de protection des sols qui permet de conserver l’eau et la matière organique, tout en améliorant la fertilité des terres.

SOUTENIR LE PROJET

République Démocratique du Congo – Soutien aux étudiantes de l’UPRECO

En République Démocratique du Congo, les traditions et la pauvreté empêchent souvent les jeunes filles d’accéder à l’éducation. Beaucoup sont victimes d’analphabétisme, de mariages précoces ou de prostitution, ce qui compromet leur avenir et leur dignité.

Face à cette situation, l’UPRECO (Université Presbytérienne Sheppard et Lapsley du Congo) met en place un projet visant à accorder des bourses d’études à 10 jeunes filles vulnérables issues de familles pauvres, afin de leur permettre de suivre une formation en Théologie.

Les bénéficiaires sont sélectionnées selon des critères précis (diplôme d’État, vulnérabilité économique, bon témoignage chrétien). La formation dure trois ans et mène à l’obtention d’une licence. Chaque étudiante reçoit une bourse annuelle de 400 €, couvrant les frais académiques et certains besoins essentiels.

L’objectif est de permettre à ces jeunes filles d’acquérir une formation de qualité et de devenir autonomes. Il s’agit d’un renouvellement du projet pour une durée de trois ans, les résultats obtenus jusqu’à présent étant très positifs et encourageant la poursuite de notre engagement

SOUTENIR LE PROJET

République Démocratique du Congo – Soutien aux étudiantes de ULPGL Bukavu

À Bukavu, la crise économique provoquée par la COVID-19, aggravée par le conflit armé dans l'Est de la RDC, a fortement fragilisé les ménages. La baisse des revenus, les déplacements de populations et l'instabilité ont conduit de nombreuses familles à sacrifier l'éducation, en particulier celle des femmes.

Pour répondre à cette urgence, l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL-Bukavu) met en place un projet de soutien aux étudiantes en Théologie. D'une durée de trois ans (2025–2028), il prévoit le financement complet des frais académiques de 12 étudiantes par an, soit 36 bénéficiaires au total. Le projet inclut également des actions de sensibilisation auprès des églises et des communautés afin de promouvoir la poursuite des études et l'égalité des chances.

L'objectif est de réduire le taux d'abandon scolaire des femmes, de préserver leur droit à l'éducation et de leur offrir de meilleures perspectives d'avenir malgré le contexte de crise.SOUTENIR LE PROJET

République Démocratique du Congo – Restauration et protection du corridor de Songolo

Le développement rapide des petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires le long du corridor Boma–Kinshasa (Kongo Central) stimule l'économie locale, mais accentue également la pression environnementale. La

déforestation, l'érosion des sols, le ruissellement et la pollution menacent durablement cet espace stratégique.

Face à ces risques, le CRAFOD, à travers son Centre d'Apprentissage de Proximité (CAP) de Songololo, met en œuvre un projet visant à **protéger le corridor et promouvoir des pratiques agricoles durables**, notamment la permaculture et l'agriculture biologique.

Le projet prévoit :

- la sensibilisation des communautés locales à la protection de l'environnement ;
- le reboisement du site avec des espèces adaptées et l'installation de dispositifs anti-érosifs ;
- la formation des populations à la maîtrise des feux de brousse ;
- la construction d'une latrine éco-santé permettant de transformer les déchets humains en engrais organique.

L'objectif général est de créer une dynamique de plantation agroforestière communautaire, d'améliorer la gestion durable des terres et de renforcer les capacités des ménages agricoles environnants.SOUTENIR LE PROJET

Tunisie – Réhabilitation des sols et autonomie fourragère

En Tunisie, 80 % des terres agricoles sont touchées par la dégradation des sols, en raison de pratiques agricoles non durables et de sécheresses répétées. Cette situation fragilise la sécurité alimentaire, réduit la productivité des exploitations et accroît la dépendance des éleveurs à l'achat de fourrage, dont les prix sont instables. La production fourragère locale, peu diversifiée et techniquement limitée, ne couvre qu'une faible part des besoins du bétail.

Dans ce contexte, l'ATAE accompagne les petits et moyens

producteurs ruraux vers des pratiques agroécologiques, notamment la mise en place de **banques vertes** : des parcelles d'arbres et d'arbustes fourragers permettant de restaurer les sols, stocker du carbone et fournir une alimentation résistante à la sécheresse. Le projet vise à installer **20 banques vertes** dans les régions de Jendouba, Kairouan et Mahdia, bénéficiant à 20 agriculteurs (5 à 7 par région).

L'objectif général est de renforcer l'autonomie des agro-éleveurs, de réduire la dégradation des sols et de favoriser la séquestration du carbone, tout en introduisant des pratiques agroécologiques durables et adaptées aux besoins des producteurs.SOUTENIR LE PROJET

L'héritage missionnaire aujourd'hui : rendez-vous le 12 mars

Dans le cadre du cycle « Les jeudis du Défap », une conférence en ligne se tiendra le jeudi 12 mars, de 18h30 à 20h, autour de « l'héritage missionnaire aujourd'hui, le cas de la Mission Presbytérienne Américaine au Cameroun » avec Nick Gaël Daniel SANDJALI NDJIKAM. Cette rencontre offrira d'abord un temps de présentation du chercheur et de ses travaux, suivi d'un espace de dialogue ouvert avec les participants. Un moment privilégié d'échange, de réflexion et de partage, invitant chacun à approfondir sa compréhension des enjeux théologiques, historiques et institutionnels liés à la transmission de l'héritage missionnaire, et à interroger, à la lumière des réalités contemporaines, les perspectives pour l'Église et sa mission.

Je m’inscris à la conférence

Le parcours de Nick Gaël Sandjali

Nick Gaël Daniel SANDJALI NDJIKAM est pasteur de l’Église Presbytérienne Camerounaise et Secrétaire Exécutif du Consistoire Lom et Djerem. Enseignant d’hébreu biblique et d’Ancien Testament à l’Institut Supérieur de Théologie Dager (ISTD) à Lolodorf, il contribue à la formation théologique des futurs responsables d’Église. Doctorant en lien avec l’Institut Protestant de Théologie (IPT) de Paris, il prépare une thèse sur Lévitique 10,1-11 portant sur la séparation du sacré et du profane dans le contexte de l’EPC, articulant recherche exégétique et enjeux ecclésiaux contemporains.

Ses publications

- « La dâbhâr vétérotestamentaire : facteur et réparateur de conflits. » Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°03/mars 2023.
- « L’horizontalité vétérotestamentaire et sa catastrophe contemporaine. Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°02/janvier 2022.
- « Fermerure des lieux de cultes : désacralisation ou retour aux fondamentaux du sabbat? » Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°01/janvier 2021.

Pourquoi parler de L’héritage missionnaire aujourd’hui ?

Parler de l’héritage missionnaire aujourd’hui, c’est revenir à l’œuvre fondatrice de la Mission Presbytérienne Américaine (MPA), arrivée au Cameroun dès 1871 avec un double engagement : l’évangélisation et la structuration sociale. À travers les stations missionnaires qu’elle a implantées, la MPA a mis en place des écoles, des hôpitaux, des imprimeries et diverses

institutions qui ont profondément marqué le paysage religieux et social du pays. De cette dynamique est née l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC), devenue autonome en 1957, héritière d'un patrimoine considérable.

Cet héritage, cependant, se trouve aujourd'hui confronté à des défis structurels et ecclésiaux majeurs. La plupart des analyses consacrées à sa gestion se focalisent principalement sur les œuvres visibles de témoignage – établissements scolaires, structures sanitaires, infrastructures sociales. Or, ces réalisations, bien que centrales, ne constituent qu'une dimension de l'héritage missionnaire.

Une approche plus globale s'impose. L'héritage missionnaire comprend également la politique d'expansion adoptée par la mission, sa vision de l'œuvre évangélique et de l'Église, son modèle organisationnel, ses principes de gouvernance et son mode de fonctionnement. Ces éléments immatériels structurent durablement l'identité ecclésiale et conditionnent la manière dont l'Église assume aujourd'hui sa mission.

Réfléchir à l'héritage missionnaire aujourd'hui ne consiste donc pas seulement à préserver des institutions, mais à interroger une vision théologique, un projet ecclésial et une dynamique missionnaire. C'est à ce niveau que se joue la capacité de l'EPC à actualiser, contextualiser et transmettre de manière pertinente l'héritage reçu, dans un environnement en constante mutation.

Je m'inscris à la conférence

Les Jeudis du Défap : Église et écologie en contexte africain – le replay

Le jeudi 05 février 2026, les Jeudis du Défap ont proposé une réflexion autour du thème «Église et écologie en contexte africain : Opportunités, difficultés et orientations pratiques.». Cette conférence a été donnée par Marcel Ngirinshuti, universitaire rwandais, Professeur (Maître de conférences) et enseignant-chercheur en écothéologie. Ses travaux portent principalement sur les relations entre foi chrétienne, écologie, éducation et enjeux sociétaux contemporains. Vous pouvez (re)voir la conférence ci-dessous.

Église et écologie en contexte africain : opportunités, défis et chemins d'action

Quand la terre ne produit plus, quand l'eau se fait rare, quand la faim s'installe, la crise écologique cesse d'être un concept abstrait. En Afrique, elle touche directement la vie quotidienne des populations. C'est à partir de cette réalité concrète qu'a été pensée la conférence « Église et écologie en contexte africain : opportunités, difficultés et orientations pratiques ».

L'intervention a rappelé une conviction forte : l'engagement écologique de l'Église n'est ni optionnel ni importé de l'extérieur. Il s'inscrit au cœur de la foi chrétienne, dont la première responsabilité confiée à l'être humain est de « cultiver et garder le jardin » (Genèse 2,15). Face à la dégradation des sols, à la déforestation, au stress hydrique et à l'insécurité alimentaire, la question écologique devient

une question de justice, de dignité humaine et de fidélité à l’Évangile.

Des opportunités propres au contexte africain

Une vision du monde favorable à l’écologie

Les sociétés africaines traditionnelles portent une anthropologie relationnelle, où l’être humain se comprend toujours en lien avec la nature, la communauté, les ancêtres et le divin. La terre y est un bien commun, reçu des générations passées et transmis à celles à venir.Les interdits, les tabous, la protection des forêts, des sources d’eau ou des périodes de repos des sols témoignent d’une sagesse de la limite, aujourd’hui fragilisée mais profondément compatible avec la théologie biblique de la création.

Dans ce contexte, la mission de l’Église n’est pas d’imposer un discours écologique extérieur, mais de relire la foi chrétienne à partir de cette vision du monde, afin de reconstruire une relation juste à la création.

Un ancrage communautaire fort des Églises

En Afrique, l’Église est bien plus qu’une institution : elle est un lieu de vie, présent là où l’État est parfois absent. Son implantation durable dans les villages, les quartiers populaires et les zones rurales lui confère une autorité morale et relationnelle unique.Cette proximité permet d’inscrire l’écologie dans la durée, en la reliant aux pratiques quotidiennes : gestion communautaire des déchets, protection de l’eau, agriculture de subsistance, éco-construction, éducation des jeunes.

Grâce à ses écoles, centres de formation et espaces de catéchèse, l’Église dispose d’un levier majeur pour former des consciences et transformer les comportements.

Une convergence avec les enjeux globaux

La crise écologique est mondiale, mais ses effets sont particulièrement violents en Afrique. L'Église africaine occupe ainsi une position stratégique : acteur local de proximité et porteuse d'un discours éthique universel. Des partenariats existent déjà, associant Églises, universités, ONG et bailleurs internationaux autour de la gestion des déchets, de l'eau ou de l'agroécologie communautaire. Ces initiatives montrent que l'Église peut devenir un pont entre les enjeux globaux et les réalités locales, à condition de structurer son action.

Des difficultés réelles et des tensions à affronter

La tension entre pauvreté et écologie

Pour de nombreuses communautés, la priorité reste la survie quotidienne. Les choix écologiques peuvent alors sembler inaccessibles ou secondaires. Pourtant, des expériences montrent qu'il est possible de concilier écologie et lutte contre la pauvreté : reforestation associée à la micro-agriculture, compostage, jardins communautaires, solutions locales à faible coût. L'écologie devient alors non pas un luxe, mais un outil de protection de la vie et de la dignité.

L'inadéquation des cadres institutionnels

Les projets écologiques reposent souvent sur l'expérimentation et l'adaptation, alors que les cadres administratifs exigent planification rigide et résultats prévisibles. Cette tension complique l'accès aux financements. Des solutions émergent néanmoins, comme des fonds flexibles ou des partenariats locaux qui reconnaissent l'expérimentation comme une méthode légitime.

La dispersion des initiatives

De nombreuses actions écologiques existent, mais elles sont souvent isolées, peu documentées et mal coordonnées. Cette dispersion limite leur impact, leur visibilité et leur durabilité. La mutualisation des expériences et la création de réseaux apparaissent donc comme un enjeu majeur.

Orientations pratiques pour l'action de l'Église

La conférence a proposé plusieurs pistes concrètes :

- Intégrer l'écothéologie dans la formation théologique et pastorale, comme discipline stratégique.
- Relier foi, savoirs scientifiques et savoirs locaux, pour des actions réalistes et durables.
- Former et mobiliser les acteurs de terrain : pasteurs, enseignants, jeunes, leaders communautaires.
- Expérimenter, documenter et capitaliser les solutions locales.
- Construire des réseaux ecclésiaux écologiques, afin de coordonner les initiatives et renforcer leur impact.

Une formation sur les valeurs de la République et la laïcité pour les volontaires

Du 26 au 27 janvier 2026, les six nouveaux volontaires en réciprocité ont participé à une formation sur les valeurs de la république et laïcité à la paroisse de Oullins à Lyon.

Cette formation a pour objectif de faire comprendre la laïcité dans son acceptation juridique et républicaine afin de permettre aux volontaires de l'appliquer correctement dans leurs pratiques quotidiennes.

Les ateliers ont permis aux volontaires de se confronter à des situations concrètes : gérer des questions liées à la pratique religieuse dans les activités, comprendre la neutralité dans l'accompagnement des publics, et débattre sur des idées reçues souvent répandues concernant la religion et l'école en France. Ayant commencé leur mission depuis trois mois, les volontaires ont pu confronter leurs différentes expériences à la formation. Forts de ces apports, les volontaires pourront intégrer ces principes dans leurs activités quotidiennes et contribuer à créer un environnement respectueux et inclusif pour tous.

Le Défap au Cameroun : renforcer, structurer et projeter l'avenir

Du 17 au 26 novembre 2025, Jean-Pierre Anzala, responsable de l'échange théologique, a conduit une mission au Cameroun pour le Défap, dans le cadre des partenariats de longue date entretenus avec des institutions ecclésiales et académiques d'Afrique centrale. Cette mission avait pour objectifs de consolider les cadres de coopération existants, d'établir un bilan des actions menées conjointement ces dernières années et d'ouvrir des perspectives nouvelles au service de la formation théologique et du développement.

Consolider le partenariat académique avec l’UPAC

Une étape majeure de la mission a été la rencontre avec les autorités de l’Université Protestante d’Afrique Centrale (UPAC) à Yaoundé. Fondée par douze Églises, l’UPAC poursuit une vocation affirmée de service à l’humanité à travers ses facultés, tout en cherchant à renforcer son autonomie institutionnelle et la reconnaissance officielle de ses formations.

Les échanges ont permis de dresser un bilan lucide du partenariat avec le Défap : un soutien apprécié à la recherche par l’attribution de bourses doctorales et postdoctorales, une collaboration bibliothécaire active avec la CLCF, mais aussi la volonté de renforcer les échanges académiques.

Dialoguer avec les Églises et leurs instances représentatives

La mission a également été l’occasion de rencontres importantes avec plusieurs Églises et instances protestantes du Cameroun et de la région.

Au Conseil des Églises Protestantes du Cameroun (CEPCA), qui rassemble plus de douze millions de fidèles, les échanges ont souligné l’importance du dialogue entre Églises et partenaires internationaux. Ensemble, les participants ont évoqué des pistes pour renforcer la formation théologique, encourager les échanges avec d’autres Églises, notamment en France, et soutenir des actions concrètes dans le domaine de la santé.

Les rencontres avec l’Église Évangélique Luthérienne du Cameroun (EELC) ont permis de raviver des liens anciens et de réfléchir à de nouvelles formes de coopération. Les discussions ont porté sur la formation des pasteurs et des

responsables de jeunesse, l’accès à des ressources théologiques adaptées, ainsi que sur les défis du vivre-ensemble dans un contexte religieux parfois tendu.

Enfin, les échanges avec l’Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ont mis en lumière les besoins et les espérances d’une Église engagée sur le terrain, notamment dans la formation, l’annonce de l’Évangile et les actions de développement et de solidarité. Le souhait de renforcer les liens et les échanges réguliers avec le Défap y a été fortement exprimé.

Le volontariat international : un engagement humain et structurant

La mission au Cameroun a accordé une attention particulière au suivi des Volontaires de Solidarité Internationale (VSI), dimension essentielle de l’action du Défap. En tant que responsable pays, il a conduit des entretiens approfondis avec les deux volontaires actuellement en poste, afin d’évaluer leurs conditions de mission.

À Bafoussam, Malicka Sanon, VSI auprès du CIPCRE-Cameroun, a partagé une expérience marquée par la richesse du relationnel, un fort engagement spirituel et une implication collective remarquable de l’équipe locale. Cette expérience, vécue comme profondément transformatrice, invite par ailleurs à améliorer les outils de transmission entre volontaires, afin de sécuriser la continuité des missions.

À l’UPAC, le suivi du Docteur Célin Nzambé, VSI en charge de la gestion administrative des enseignements, a confirmé la pertinence de son positionnement au cœur d’un projet académique structurant. Sa mission contribue directement au renforcement institutionnel de l’établissement.

Au terme de cette mission, un constat s’impose : les

partenaires camerounais et régionaux manifestent une volonté forte de renouveler, formaliser et approfondir leurs relations avec le Défap. La mission a permis de poser les bases d’un travail structurant autour de nouveaux protocoles d’accord, de projets concrets et de réflexions théologiques partagées.